

 GOUVERNEMENT <i>Liberté</i> <i>Egalité</i> <i>Fraternité</i>	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p> <p>Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p> <hr/> <p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>
---	---

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale
--

Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Communauté d'agglomération Vichy Communauté
SIRET/SIREN
200 071 363 00010
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
9, Place Charles de Gaulle 03209 VICHY Cedex CS 92956 04 70 96 57 00
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Monsieur Frédéric AGUILERA Président
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)

Madame Aurélie BIGUET Chargée d'études planification urbaine
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
9, Place Charles de Gaulle 03209 VICHY Cedex 04 63 01 10 44 a.bigu@vichy-communaute.fr

2. Identification du PLU
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))
PLU et PLUi
2.2 Intitulé du document
PLU des communes d'Abrest, Billy, Brugheas, Charmeil, Cognat-Lyonne, Cusset, Magnet, Serbannes et Vendat PLUi valant SCOT de la Montagne Bourbonnaise
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
<p>PLU Abrest approuvé par délibération du conseil communautaire du 16/11/2017</p> <p>PLU Billy approuvé par délibération du conseil communautaire du 26/09/2019</p> <p>PLU Brugheas approuvé par délibération du conseil communautaire du 08/07/2021</p> <p>PLU Charmeil approuvé par délibération du conseil communautaire du 14/06/2018</p> <p>PLU Cognat-Lyonne approuvé par délibération du conseil communautaire du 20/09/2018</p> <p>PLU Cusset approuvé par délibération du conseil communautaire du 26/09/2019</p> <p>PLU Magnet approuvé par délibération du conseil communautaire du 13/12/2018</p> <p>PLU Serbannes approuvé par délibération du conseil communautaire du 13/12/2018</p> <p>PLU Vendat approuvé par délibération du conseil municipal du 01/02/2013</p> <p>PLUi de la Montagne bourbonnaise approuvé par délibération du conseil communautaire du 31/03/2022</p> <p>L'ensemble des PLU en vigueur est disponible sur le géoportail de l'urbanisme : https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/</p>
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
<p>EPCI : Vichy Communauté</p> <p>PLU communaux d'Abrest, Billy, Brugheas, Charmeil, Cognat-Lyonne, Cusset, Magnet, Serbannes et Vendat</p> <p>PLUi de la Montagne Bourbonnaise (ancienne communauté de communes de la Montagne Bourbonnaise qui a fusionné avec la communauté d'agglomération Vichy Val d'Allier). Les communes couvertes sont : Arfeuilles, Arronnes, Chatel-Montagne, Châtelus, Ferrières-sur-Sichon, La Chabanne, La Chapelle, La Guillerme, Laprugne, Lavoine, Le Mayet-de-Montagne, Molles, Nizerolles, Saint-Clément, Saint-Nicolas-des-Biefs.</p>
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
Procédure de modification simplifiée groupée : identification de biens susceptibles de changer de destination (Cf notice explicative pour la localisation)

3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes approuvé le 10 avril 2020
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCoT de Vichy Val d'Allier approuvé le 18 juillet 2013 et mis en révision par délibération du 13 juin 2019 et complémentaire du 26 septembre 2019 PLUI valant SCOT de la Montagne Bourbonnaise approuvé le 31/03/2022
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
<ul style="list-style-type: none"> - SDAGE Loire-Bretagne 2022-2027 adopté le 3 mars par le comité de bassin Loire-Bretagne et son programme de mesures arrêté le 18 mars 2022 par la préfète coordonnatrice de bassin entrent en vigueur le 4 avril 2022. - SAGE Allier Aval approuvé le 13 novembre 2015 par arrêté inter-préfectoral - PCAET adopté en décembre 2021 - PLH 2020-2025 adopté le 5 décembre 2019 - PAT - Contrat Local de Santé 2019-2022
3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU
Les PLU d'Abrest, Billy, Brugheas, Charmeil, Cognat-Lyonne, Cusset et Serbannes ont fait l'objet d'une évaluation environnementale. Le PLUi de la Montagne Bourbonnaise a fait l'objet d'une évaluation environnementale Les PLU de Magnet et Vendat n'ont pas fait l'objet d'une évaluation environnementale
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
<u>PLU Abrest</u> : Avis n° 2017-ARA-AUPP-00278 du 26/07/2017 <u>PLU Billy</u> : Avis n°2019-ARA-AUPP-00639 : absence d'avis notifié le 30/04/2019 <u>PLU Brugheas</u> : Avis n° 2019-ARA-AUPP-913 du 19/03/2020 <u>PLU Charmeil</u> : Avis n° 2017-ARA-AUPP-00387 du 25/01/2018 <u>PLU Cognat-Lyonne</u> : Avis n° 2018-ARA-AUPP-00417 du 11/04/2018 <u>PLU Cusset</u> : Avis n° 2018-ARA-AUPP-683 du 18/06/2019 <u>PLU Serbannes</u> : Suite à examen au cas par cas, le projet de révision du PLU a été soumis à évaluation environnementale après décision n°2017-ARA-DUPP-0456 du 15 septembre 2017, mais s'est traduit par une absence d'avis.

PLUi de la Montagne bourbonnaise : Avis n° 2020-ARA-AUPP-968 du 15/12/2020

Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale

PLU Magnet : Décision n°2017-ARA-DUPP-00287 du 27/02/2017

Les évaluations environnementales réalisées, ont-elles été actualisées ?

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la date de l'actualisation

Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle

La présente procédure a pour objet le repérage de biens susceptibles de changer de destination en zone A ou N des PLU concernés. Les avis de l'autorité environnementale relatifs à l'évaluation environnementale n'ont aucune conséquence sur la présente procédure.

Depuis l'évaluation environnementale initiale, les procédures ci-après ont fait l'objet d'une évaluation environnementale :

PLU Brugheas : avis n° 2022-ARA-AUPP-1235 du 14/03/2023 sur la révision allégée n°1

PLU Serbannes : avis n° 2022-ARA-AUPP-1236 du 21/03/2023 sur la révision allégée n°1

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine

4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique

Modification simplifiée (article L.153-45 du code de l'urbanisme)

4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU

4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

En 2021, d'après l'INSEE :

- Nombre d'habitant à Abrest : 2 919 habitants
- Nombre d'habitant à Billy : 810 habitants
- Nombre d'habitant à Brugheas : 1547 habitants
- Nombre d'habitant à Charmeil : 987 habitants
- Nombre d'habitant à Cognat-Lyonne : 708 habitants
- Nombre d'habitant à Cusset : 12 909 habitants
- Nombre d'habitant à Magnet : 1 037 habitants
- Nombre d'habitant à Serbannes : 813 habitants
- Nombre d'habitant à Vendat : 2 254 habitants

Pour le PLUi de la Montagne Bourbonnaise

- Nombre d'habitant à Arfeuilles : 625 habitants
- Nombre d'habitant à Arronnes : 379 habitants
- Nombre d'habitant à Chatel-Montagne : 321 habitants
- Nombre d'habitant à Châtelus : 108 habitants
- Nombre d'habitant à Ferrières-sur-Sichon : 516 habitants
- Nombre d'habitant à La Chabanne : 174 habitants
- Nombre d'habitant à La Chapelle : 396 habitants
- Nombre d'habitant à La Guillerme : 120 habitants
- Nombre d'habitant à Laprugne : 311 habitants
- Nombre d'habitant à Lavoine : 150 habitants
- Nombre d'habitant à Le Mayet-de-Montagne : 1 387 habitants
- Nombre d'habitant à Molles : 925 habitants
- Nombre d'habitant à Nizerolles : 295 habitants
- Nombre d'habitant à Saint-Clément : 284 habitants
- Nombre d'habitant à Saint-Nicolas-des-Biefs : 162 habitants

4.2.2 Caractéristiques spatiales

	U (ha)	AU (ha)	A (ha)	N (ha)
PLU Abrest	271,89	12,88	385,15	362,24
PLU Billy	54,5	0,55	630,5	342,8
PLU Brugheas	178,4	7,3	1 515,5	999,6
PLU Charmeil	140,63	20,1	238,6	342,93
PLU Cognat-Lyonne	50,9	13,1	832,9	358,6
PLU Cusset	668,6	15,8	1584,5	915,1
PLU Magnet	56,18	7,05	1174,81	34,68
PLU Serbannes	103,4	8,9	420,9	892,7
PLU Vendat	204,9	18,05	704,4	748,61
PLUi Montagne Bourbonnaise	508,4	8,9	18 618,6	21 085,5

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD)

Abrest

➔ Objectifs Logements et Consommation foncière

Estimation des besoins en logements d'ici 2030
pour répondre au projet de la Commune d'Abrest

Nombre de nouveaux habitants

903

Nombre de nouveaux logements

487

1er facteur : desserrement des ménages

A - Taille des ménages en 2014 :

2,3

C - Nombre d'habitants en 2014 :

2847

B - Taille des ménages en 2030 :

2,1

D - Nombre d'habitants en 2030 :

3750

E - Nombre de logements nécessaires en 2014 : C/A =

1238

F - Nombre de logements nécessaires en 2030 : C/B =

1356

G - Nombre de logements à prévoir pour pallier uniquement le desserrement des ménages :

118

F-E =

2ème facteur : arrivée de nouveaux habitants

H - Nombre de nouveaux habitants prévus d'ici 2030 : D - C =

903

I - Nombre de logements que la commune doit prévoir pour pallier l'arrivée de nouveaux habitants : H/B =

430

J - Nombre total de logements à créer : G + I =

548

Besoin en constructions neuves

K - Nombre de logements vacants dans le parc total :

114

L - Logement vacants à remettre sur le marché

61

M - Nombre de logements neufs à construire : L - N =

487

Surface nécessaire pour une moyenne de 666 m² par logement (en ha)

32,4 ha

Surface nécessaire en prenant en compte une rétention foncière de 20 %

38,9 ha

Billy

Constructions neuves à horizon 2030

50

Objectif de densité (log./ha)

10

Equivalent foncier (ha)

4,98

Voirie et espaces publics

20%

Taux de rétention foncière

20%

Besoin en foncier constructible (ha)

7,78

Besoins pour l'habitat

Brugheas

La croissance démographique communale est l'une des plus fortes de l'agglomération vichyssoise. Face à ce rythme de développement, la commune anticipe la poursuite des tendances actuelles en tablant à l'horizon du PLU, en 2030, sur un taux de croissance démographique annuel moyen de +1,8%. Brugheas se met ainsi en perspective d'atteindre un peu plus de 1900 habitants en 2030 (soit un peu plus de 390 habitants supplémentaires par rapport à aujourd'hui, +26% entre 2017 et 2030). Pour répondre à cette projection de population, et en prenant une hypothèse d'évolution sociodémographique basée sur une diminution structurelle du nombre d'occupants par résidence principale (2,27 habitants par ménage en 2030 contre 2,34 aujourd'hui à Brugheas), il faudrait anticiper la réalisation de près de 190 nouvelles résidences principales, soit 14 nouveaux logements par an. Le projet communal cherche également à maintenir a maxima le nombre de logements vacants (53 lgt) et de résidences secondaires (56 lgt) tel qu'il est aujourd'hui. Ainsi, la réalisation de nouveaux logements vise à étoffer avant tout le parc de résidences principales. Ce dernier passerait dès lors de 85,0% en 2014 à 88,5% en 2030 (et le taux de logements vacants de 7,3% à 5,6%).

Pour réaliser près de 190 nouveaux logements sur le territoire d'ici 2030, environ 19 hectares de foncier résidentiel devraient être mobilisés, en prenant en compte la densité minimale moyenne de 10 logements par hectare définie à l'échelle du Schéma de Cohérence Territoriale de la Communauté d'Agglomération de Vichy. Si le rythme de consommation foncière est identique à la décennie précédente (1,1

	<p>ha par an), les gisements fonciers mobilisés seront optimisés avec une plus grande densité. Compte tenu des caractéristiques des dents creuses présentes au sein des tissus urbanisés de la commune (difficulté de mobilisation des tènements pour la construction...), il sera pris en compte un coefficient de rétention foncière de l'ordre de 20% (Coef. Rétention = x 1,2). Ainsi, les besoins fonciers totaux pris en compte pour le cadrage de l'urbanisation future sur le territoire représenteront environ 22,8 ha.</p> <p>La mobilisation des gisements fonciers sera circonscrite :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'urbanisation future à l'échelle de la commune se cantonnera aux enveloppes urbanisées actuelles des hameaux, • plus des deux tiers des espaces constructibles correspondront à des dents creuses, • le développement linéaire et les urbanisations en entrée de hameaux ne seront plus possibles.
Charmeil	<p style="text-align: center;"><u>ORIENTATIONS/ACTIONS :</u></p> <p>→ Prendre en compte les orientations du SCOT en matière d'habitat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Entre 70 et 80 logements neufs à créer, - Un impact foncier limité de l'habitat à 7 hectares de terrain consommé, soit une densité de 10 logements à l'hectare. <p>→ Diversifier l'offre de logements :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser la mixité de l'habitat afin de proposer une alternative à l'habitat pavillonnaire (petits collectifs, habitats groupés ou intermédiaires), - Développer l'offre locative à loyer modéré favorable à l'arrivée de jeunes ménages, au renouvellement de la population - Développer une offre adaptée et à l'accompagnement du vieillissement, <p>→ Réduire la consommation foncière par l'habitat en densifiant le bourg et en comblant les dents creuses aptes à accueillir de nouvelles constructions</p> <p>L'offre foncière constructible et disponible pour satisfaire les besoins en logements et équipements divers doit en priorité être recherchée au niveau des dents creuses des secteurs urbanisés du bourg et de sa périphérie immédiate. Il s'agit d'une part de limiter la consommation de terrains agricoles et d'autre part de concentrer les besoins en équipements collectifs et de valoriser les réseaux existants.</p>
Cognat-Lyonne	<p>A l'horizon du Plan Local d'Urbanisme, en 2030, Cognat-Lyonne se projette dans une perspective de développement soutenu, intermédiaire entre une croissance tendancielle et très élevée. Ainsi, sur la base d'un taux de croissance démographique annuel moyen de +1,3%, la commune se voit avec une population d'environ 870 habitants en 2030 et anticipe dès lors l'accueil d'environ 160 habitants supplémentaires par rapport à aujourd'hui (soit +23%).</p> <p>Pour répondre à cette projection de population, et compte tenu des évolutions sociodémographiques, la commune table sur une hypothèse pessimiste de desserrement des ménages tout en conservant un profil familial. Ainsi, à l'horizon 2030, la taille moyenne des ménages prise en compte serait de 2,44 personnes par résidence principale (contre 2,55 aujourd'hui). Avec ces éléments, pour pouvoir héberger 160 nouveaux habitants (soit 10 habitants supplémentaires par an), il faudrait réaliser 80 nouvelles résidences principales. Le projet communal vise à un maintien du nombre de résidences secondaires (3 logements) et à une stabilisation du nombre de logements vacants (26 logements</p>

	<p>aujourd'hui). Ainsi, les nouvelles constructions réalisées auraient pour incidence de renforcer le parc global de résidences occupées et de diminuer incidemment la proportion de logements à vacants (6,7% de logements vacants en 2030).</p> <p>Pour réaliser les 80 nouveaux logements sur le territoire (soit environ 5 logements par an entre 2015 et 2030), 8,0 hectares de foncier sont à mobiliser sur la commune en prenant en compte les prescriptions de densité minimale du Schéma de Cohérence Territoriale de la Communauté d'Agglomération (10 logements par hectare). Au vu des délivrances de permis de construire, il s'avère que la période 2015-2017 s'est traduite par la réalisation de seulement 3 constructions. Le programme de logements pour la période 2018-2030 s'établit ainsi à 77 logements à réaliser, en mobilisant environ 7,7 ha uniquement pour les espaces résidentiels (hors voiries et espaces publics). Cet objectif de consommation foncière s'inscrit dans une logique de modération de l'urbanisation. En effet, durant la dernière décennie, entre 2005 (date d'approbation du précédent PLU) et 2016, 11 hectares ont été urbanisés pour accueillir de nouvelles constructions (soit l'urbanisation d'un hectare par an). Cet objectif permettra de diminuer de moitié le rythme d'urbanisation sur la commune (en passant d'un hectare à 5900m² en moyenne de terrains urbanisés par an).</p> <p>La réalisation des nouveaux programmes de logement et d'équipements se fera en dehors des secteurs présentant le plus de risque pour les populations, il sera notamment recherché un éloignement des sites à risques d'explosion de canalisation de gaz.</p>																																													
Cusset	<table><tr><th rowspan="2">Besoin en logements à horizon 2030</th><th colspan="6">En centre-ville</th><th rowspan="2">Besoin total en foncier constructible (ha)</th></tr><tr><th>Part de logements : 30%</th><th>Volume de constructions neuves (déduction faite des logements du PRU de Presles)</th><th>Objectif de densité (log./ha)</th><th>Equivalent en foncier brut (ha)</th><th>Voirie et espaces publics</th><th>Taux de rétention foncière</th><th>Equivalent en foncier net (ha)</th></tr><tr><td rowspan="3">636</td><td>191</td><td>94</td><td>30</td><td>3,13</td><td>10%</td><td>10%</td><td>3,87</td></tr><tr><th colspan="6">Sur les franges</th><td rowspan="2">47,85</td></tr><tr><th>Part de logements : 70%</th><th>Volume de constructions neuves</th><th>Objectif de densité (log./ha)</th><th>Equivalent en foncier brut (ha)</th><th>Voirie et espaces publics</th><th>Taux de rétention foncière</th><th>Equivalent en foncier net (ha)</th></tr><tr><td></td><td>445</td><td>445</td><td>15</td><td>29,69</td><td>10%</td><td>25%</td><td>43,98</td></tr></table>	Besoin en logements à horizon 2030	En centre-ville						Besoin total en foncier constructible (ha)	Part de logements : 30%	Volume de constructions neuves (déduction faite des logements du PRU de Presles)	Objectif de densité (log./ha)	Equivalent en foncier brut (ha)	Voirie et espaces publics	Taux de rétention foncière	Equivalent en foncier net (ha)	636	191	94	30	3,13	10%	10%	3,87	Sur les franges						47,85	Part de logements : 70%	Volume de constructions neuves	Objectif de densité (log./ha)	Equivalent en foncier brut (ha)	Voirie et espaces publics	Taux de rétention foncière	Equivalent en foncier net (ha)		445	445	15	29,69	10%	25%	43,98
Besoin en logements à horizon 2030	En centre-ville						Besoin total en foncier constructible (ha)																																							
	Part de logements : 30%	Volume de constructions neuves (déduction faite des logements du PRU de Presles)	Objectif de densité (log./ha)	Equivalent en foncier brut (ha)	Voirie et espaces publics	Taux de rétention foncière		Equivalent en foncier net (ha)																																						
636	191	94	30	3,13	10%	10%	3,87																																							
	Sur les franges						47,85																																							
	Part de logements : 70%	Volume de constructions neuves	Objectif de densité (log./ha)	Equivalent en foncier brut (ha)	Voirie et espaces publics	Taux de rétention foncière		Equivalent en foncier net (ha)																																						
	445	445	15	29,69	10%	25%	43,98																																							
Magnet	<p>Les besoins en foncier constructible pour l'habitat ont été estimés à 11,57 hectares à horizon 2030. Cette estimation prend en compte une rétention foncière de 20 %, une consommation foncière de 20 % pour les voiries et espaces publics et un objectif de densité moyenne de 12 logements neufs par hectare (soit 833 m² de terrain en moyenne par nouveau logement).</p> <p><i>Magnet ne dispose à ce jour d'aucun document d'urbanisme. La consommation de foncier intervenue sur les 10 dernières années s'élève à plus de 20 hectares (soit environ 2 hectares/an), le rythme de consommation sera donc réduit d'environ 75 % (0,7 ha/an).</i></p> <p>Ce choix de densité se justifie par :</p> <ul style="list-style-type: none">- La volonté de consommer le moins de terres agricoles possible ;- L'impératif d'être en cohérence avec les préconisations du SCoT ;- L'objectif de réhabilitation de logements anciens. <p>La densité annoncée est une moyenne à l'échelle de la commune : des distinctions pourront exister selon</p>																																													

	<p>les secteurs, ce qui pourra être traduit dans les éventuelles Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP).</p> <table><tr><th>Constructions neuves à horizon 2030</th><th>Objectif de densité (log./ha)</th><th>Equivalent foncier (ha)</th><th>Voirie et espaces publics</th><th>Taux de rétention foncière</th><th>Besoin en foncier constructible (ha)</th></tr><tr><td>89</td><td>12</td><td>7,40</td><td>20%</td><td>20%</td><td>11,57</td></tr></table>	Constructions neuves à horizon 2030	Objectif de densité (log./ha)	Equivalent foncier (ha)	Voirie et espaces publics	Taux de rétention foncière	Besoin en foncier constructible (ha)	89	12	7,40	20%	20%	11,57
Constructions neuves à horizon 2030	Objectif de densité (log./ha)	Equivalent foncier (ha)	Voirie et espaces publics	Taux de rétention foncière	Besoin en foncier constructible (ha)								
89	12	7,40	20%	20%	11,57								
Serbannes	<p>Serbannes souhaite maîtriser son rythme de croissance démographique future à l'horizon du Plan Local d'Urbanisme. Ainsi, la commune inscrit son développement dans une perspective de croissance tendancielle, soit un rythme de croissance annuel moyen +0,95% d'ici 2030, ce qui conduirait à atteindre, à l'horizon 2030, environ 940 habitants.</p> <p>Cette perspective conduit à anticiper l'accueil d'un peu plus de 130 habitants d'ici 2030, soit une croissance générale de plus de 16% et l'apport de 8 habitants supplémentaires par an sur 15 ans (entre 2015 et 2030).</p> <p>Pour répondre à cette projection de population, et en prenant une hypothèse d'évolution sociodémographique basée sur un desserrement des ménages, donc une diminution continue de la taille des ménages (2,26 occupants par résidence principale en 2030 contre 2,34 aujourd'hui), il faudrait réaliser environ 74 nouvelles résidences principales. Le projet communal cherche à maintenir a maxima le nombre actuel de logements vacants et de résidences secondaires (42 logements). Ainsi, la réalisation de nouveaux logements vise à étoffer avant tout le parc de résidences principales. Ce dernier passerait dès lors de 89,1% en 2013 à 90,5% en 2030.</p> <p>Pour réaliser les 74 nouveaux logements sur le territoire d'ici 2030, soit 5 logements par an entre 2015 et 2030 (la période 2009-2014 a vu la construction de 8 logements par an en moyenne), près de 7,4 hectares de foncier devraient être mobilisés. Ce besoin foncier est établi en respectant la densité minimale définie dans le Schéma de Cohérence Territoriale de la Communauté d'Agglomération (10 logements par hectare). Cet objectif de consommation foncière s'inscrit dans une logique de modération de l'urbanisation par rapport à la décennie précédente car cela revient à diviser par plus de deux le rythme annuel de terres urbanisées (0,49ha au lieu de 1 ha). La réponse aux besoins fonciers se fera en priorité dans l'enveloppe actuellement urbanisée des villages.</p>												
Vendat	/												
PLU Montagne Bourbonnaise	<p>- S'orienter vers une dynamique démographique de l'ordre de 0.19% par an à horizon 2035 ;</p> <p>- Prévoir une enveloppe de l'ordre de 500 logements (par réinvestissement du bâti existant ou par mobilisation de foncier neuf) à horizon 2035 ;</p> <p>Répartir les logements à créer sur foncier neuf :</p> <ul style="list-style-type: none">o En mobilisant prioritairement le potentiel foncier disponible au sein des enveloppes urbaines principales des bourgs et des hameaux												

	<p>stratégiques, en tenant compte de leur configuration (topographie, ensoleillement, espaces de jardins...) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> o En permettant un développement en extension modéré, proportionné aux besoins à horizon 2035 ; o Les parcelles de moins de 500 m² ne seront pas décomptées <p>- S'orienter vers une densité moyenne plus économe que ces 10 dernières années, adaptée à chaque typologie :</p> <ul style="list-style-type: none"> o Tendre vers une densité moyenne de l'ordre de 15 logements à l'hectare pour le Mayet-de-Montagne, pour les nouvelles opérations (contre une moyenne de l'ordre 5 logements à l'hectare en moyenne ces dernières années) ; o Tendre vers une densité moyenne de l'ordre de 10 logements à l'hectare pour les communes de l'Ouest (contre une moyenne de l'ordre de 4.4 logements à l'hectare ces 10 dernières années) ; o Tendre vers une densité moyenne de l'ordre de 8 logements à l'hectare pour les communes de l'Est (contre une moyenne de l'ordre de 2.5 logements à l'hectare ces 10 dernières années). <p>- S'orienter vers une consommation foncière de l'ordre d'environ 68 ha</p> <p>- Tous les tènements de plus de 5000 m² feront l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation.</p>
--	--

4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

La présente procédure vise à :

- Identifier au document graphique des biens situés en zone agricole ou naturelle afin de leur permettre de changer de destination,
- Modifier le règlement écrit afin de fixer les règles concernant les biens identifiés comme pouvant faire l'objet d'un changement de destination,
- Rectifier une erreur matérielle soulevée au PLU de Charmeil à l'occasion de cette identification de bâtiment susceptible de changer de destination,

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

☐ Oui

☐ Non

Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document.

4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
4.3.4 La procédure a pour objet :
- de créer un espace boisé classé (Pour toutes les communes) <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
- de déclasser un espace boisé classé (Pour toutes les communes) <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers (Pour toutes les communes) <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier (Pour toutes les communes) <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
- de créer de nouvelles protections environnementales (Pour toutes les communes) <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels (Pour toutes les communes) <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée

(L. 300-6-1)			
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet			
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non			
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité			
4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur			
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1 , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document			
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité			
4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Si oui, préciser les effets			
5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme d'Abrest est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	- ZSC FR 830 1016 de la Vallée de l'Allier Sud
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques technologiques (L. 515-15 du code de l'environnement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	- PPRi rivière Allier - PPR retrait gonflement des argiles
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Château des Chaussins
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Zones humides d'après inventaire du SAGE Allier Aval
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	corridors écologiques majeurs (vallée de l'Allier, coteau de St Amand) et secondaires (ruisseaux affluents). Espaces Boisés Classés. 2 réservoirs de biodiversité Trame bleue : cours d'eau, pièces d'eau et zones humides
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	- La ZNIEFF de type I Val d'Allier entre Vichy et Marion - La ZNIEFF de type I Cote Saint-Amand - La ZNIEFF de type II du Lit majeur de l'Allier moyen

Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	ENS de la cote Saint-Amand
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	APPB de la rivière Allier
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

5.1 Le plan local d'urbanisme de Billy est concerné par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	- ZSC FR 830 1016 de la Vallée de l'Allier Sud - ZPS FR 831 0079 du Val d'Allier bourbonnais :
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Ensemble du Bourg de Billy
Un plan de prévention des risques technologiques (L. 515-15 du code de l'environnement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	- PPRi rivière Allier - PPR retrait gonflement des argiles
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	AVAP créée le 04/03/2021
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le Val d'Allier est reconnu comme zone humide d'importance internationale par la richesse de ses milieux et son importance pour les oiseaux.
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Pour la trame verte, la commune de Billy est concernée par 3 réservoirs de biodiversité : - à l'ouest : le réservoir correspondant à l'Allier ; - au nord, le réservoir correspondant à la ZNIEFF I des coteaux de Créchy et Billy ; - un troisième réservoir est présent sur les différents coteaux présents au sud du ruisseau de Beaupoirier

			<p>Un corridor écologique est présent au niveau de la nationale 209.</p> <p>De plus, les espaces naturels de la commune s'inscrivent, à plus grande échelle, au sein d'un corridor écologique thermophile en pas japonais reliant Busset au sud à Chavroches et Cindré au nord.</p> <p>Enfin, le territoire est concerné par des corridors écologiques diffus à préserver. Ces derniers sont présents au niveau des lieux-dits de « Chalut » et de « Grand-Poénat », le long de la voie ferrée.</p> <p>La trame bleue de la commune est représentée par l'Allier, corridor aquatique majeur.</p>
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>- La ZNIEFF de type I des coteaux de Crechy et Billy (FR 830 020 415)</p> <p>- La ZNIEFF de type I du Val d'Allier Vichy – Pont de Chazeuil (FR 830 005 433)</p> <p>- La ZNIEFF de type II du Lit majeur de l'Allier moyen (FR 830 007 463)</p>
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
<p>Un espace concerné par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code 	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La commune de Billy présente un APPB, l'APPB de la rivière Allier. Cet arrêté a été pris le 26 mai 2011 (arrêté n°1743/11).</p>
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Protections au titre des articles L.151-19 et L.151-23 du code de l'urbanisme</p>

5.1 Le plan local d'urbanisme de Brugheas est concerné par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement		<input checked="" type="checkbox"/>	
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Château de Brugheas
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	zones humides inventoriées par le SAGE Allier Aval
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Trames identifiées au PLU
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	3 ZNIEFF de type I : « Forêt de Randan » (830005673), « Environs de Brugheas » (830020391) et « Forêt de Montpensier et bois de Saint-Geat » (830020422)

Un espace naturel sensible art L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace boisé classé (art L. 113-1 du code de l'urbanisme), une forêt de protection (L. 141-1 du code forestier)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	EBC identifiés au plan
Autre protection	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Protections au titre des articles L.151-19 et L.151-23 du code de l'urbanisme et préservation des corridors écologiques

5.1 Le plan local d'urbanisme de **Charmeil** est concerné par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	ZPS Val d'Allier Bourbonnais ZSC Val Allier Sud
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	« Centre ancien de Vichy et rives de l'Allier » concernant très légèrement la commune dans sa partie Sud-Est.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	PPRi Allier
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Pont Boutiron
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	zones humides inventoriées par le SAGE Allier Aval
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Trames identifiées au PLU
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	ZNIEFF I : « Val d'Allier Vichy-Pont de Chazeuil » ZNIEFF II : « Lit Majeur de l'Allier Moyen »
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	ENS « Boire des Carrés ».
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	APPB de la rivière Allier, APPB des oiseaux nichant au sol sur la rivière Allier.
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	EBC identifiés au plan
Autre protection	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Protections au titre des articles L.151-19 et L.151-23 du code de l'urbanisme

5.1 Le plan local d'urbanisme de Cognat-Lyonne est concerné par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement		<input checked="" type="checkbox"/>	
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	l'église Sainte Radegonde le château de Rilhat
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	zones humides inventoriées par le SAGE Allier Aval
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Trames identifiées au PLU
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	ZNIEFF de type I « Forêt de Montpensier et Bois Saint-Geat

Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	EBC identifiés au plan
Autre protection	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Protections au titre des articles L.151-19 et L.151-23 du code de l'urbanisme

5.1 Le plan local d'urbanisme de **Cusset est concerné par :**

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du CE (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	- ZSC FR 8302005 "Gîtes à chauve-souris", contreforts et Montagne Bourbonnaise arrêté du 04/02/2016
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du CE	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	- PPRi ruisseaux et affluents de l'allier - PPR retrait-gonflement des argiles
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	- ETS LAGARDE ECOENERGIES site SEVESO seuil bas
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>7 MH sur le territoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maison rue Gambetta - Maison rue de la Goutte - Maison Seive - Maison Fortification d'agglomération - Hôtel de la Borderies - Maison Louis XI
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Les milieux humides sont bien représentés sur la commune de Cusset, avec cinq cours d'eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> ★ l'Abrion ★ Le Dalbot ★ Le Rebusset au nord ★ Le Jolan au centre et à l'est et ★ Le Sichon au sud <p>qui comportent chacun de petits affluents. Sur la commune de Cusset, les ruisseaux du nord de la commune (le Rebusset, l'Abrion et le Dalbot) se développent essentiellement au sein de milieux agricoles.</p> <p>Les cours d'eau du Jolan et du Sichon possèdent un intérêt écologique supérieur du fait d'un état de conservation bien meilleur qui se traduit par la présence d'une ripisylve dense et diversifiée sur au moins une partie de leur tracé (secteurs amont), ainsi que par des berges généralement en pentes douces</p>

<p>Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)</p>	<p><input checked="" type="checkbox"/></p>	<p>Concernant <u>la trame verte forestière</u>, un réservoir de biodiversité principal a été identifié sur la commune. Il s'agit des coteaux boisés de la vallée du Sichon, par ailleurs classés en ZNIEFF de type I et site Natura 2000. Cet ensemble de boisements thermophiles de type chênaie-charmaie comportant quelques landes sèches offre en effet une continuité forestière à forte valeur patrimoniale. De nombreuses espèces de la faune peuvent utiliser ce site comme zone de repos, d'alimentation, de reproduction et d'hibernation, notamment les mammifères dont les chiroptères, les oiseaux forestiers, les insectes, les reptiles, voire les amphibiens.</p> <p>Concernant <u>la trame verte agricole et bocagère</u>, la mosaïque de milieux agricoles composés de prairies pâturées, de prairies de fauche, de mares et de bocages arbustifs et arborés, située au nord-est du territoire, peut être considéré comme un réservoir de biodiversité principal. En effet, la diversité des milieux présents offre de nombreux habitats de reproduction pour la faune : haies (oiseaux, reptiles, insectes et mammifères), prairies (oiseaux, insectes lépidoptères et plantes messicoles), mares et cours d'eau (amphibiens, poissons et insectes), etc.</p> <p>Il n'existe pas, à proprement parler, de réservoir de biodiversité pour la trame bleue à Cusset. Les ruisseaux de la commune possèdent un rôle fonctionnel en tant que corridors de déplacement et pour l'accomplissement d'une partie seulement du cycle de vie de la faune aquatique. Les deux ruisseaux principaux, le Sichon et le Jolan, constituent des corridors écologiques principaux du fait de leur lit développé et de l'état de conservation globalement bon des milieux qui lui</p>
---	--	---

			sont liés (berges, ripisylves, prairies, etc.). Ils sont favorables au déplacement de nombreuses espèces de poissons, de crustacés, de mammifères et de la flore aquatique. Le Chabot, la Lamproie de Planer et la Loutre d'Europe ont notamment pu être observés sur le Sichon. De même, ces cours d'eau constituent des corridors de déplacement pour certaines chauves-souris qui chassent au-dessus de l'eau, comme le Murin de Daubenton.
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<u>ZNIEFF de type I</u> : Vallée du Sichon à l'Ardoisière (FR 830 020 365).
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet de PLU a repéré 188 éléments au titre de la protection de la biodiversité et de la préservation des continuités écologiques (article L151-23).

5.1 Le plan local d'urbanisme de **Magnet** est concerné par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)			
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Château de Noailly
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Identification par SAGE ALLIER AVAL
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Trames identifiées au PLU
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Protection au titre du L.151-23 et L.151-19 du code de l'urbanisme

5.1 Le plan local d'urbanisme de **Serbannes** est concerné par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)			
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Château de Rilhat Maison de Puy-Vozelle
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Identification par SAGE ALLIER AVAL
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Trames identifiées au PLU
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	EBC identifiés au plan
Autre protection	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Protection au titre du L.151-23 et L.151-19 du code de l'urbanisme

5.1 Le plan local d'urbanisme de **Vendat** est concerné par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)			
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Identification par SAGE ALLIER AVAL
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Trames identifiées au PLU
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	EBC identifiés au plan de zonage
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

5.1 Le plan local d'urbanisme intercommunal de la Montagne Bourbonnaise est concerné par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	ZSC FR83010019 <i>monts de la Madeleine</i>

code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)			ZSC FR8302036 <i>Rivières de la Montagne Bourbonnaise</i> ZSC FR8301045 <i>Bois-Noirs</i> ZSC FR830205 <i>gîtes à chauves-souris « Contreforts et Montagne Bourbonnaise »</i>
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	abords de l'église de Chatel-Montagne (SIT00017) inscrit le 04.01.1938 ; rocher Saint Vincent (SIT00103) inscrit le 06.05.1974 ; parc du château de la Chapelle (SIT00064) inscrit le 02.07.1975
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

l'environnement			
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<ul style="list-style-type: none"> - L'église Notre-Dame à Châtel-Montagne, - L'église Saint-Léger à Arronnes, - Les restes du Château de Montgilbert à Ferrières-sur-Sichon, - Le donjon du Château de Ferrières à Ferrières-sur-Sichon, - Le Château de Chappes à Ferrières-sur-Sichon.
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Nombreuses zones humides identifiées
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Trames identifiées au PLU
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	8 ZNIEFF de type 1 et 2 de type 2 : <ul style="list-style-type: none"> - Bois-noirs - Mépart-Sources du Sapey - Secteur entre Isserpent et Châtel Montagne - Tourbière de la croix l'Olivier et plan de Lamoussiere - Tourbières de la Verrerie - Vallée du Sapey - Vallée du Sichon
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	ENS Bletterie-Pierre Châtel ou Hêtres Tortueux ENS vallon du Barbenan

Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<i>l'APPB de l'écrevisse à pieds blancs et des espèces patrimoniales associées</i>
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	EBC identifiés au plan
Autre protection	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Nombreuses protections au PLU en application des articles L.151-19 et L.151-23 du code de l'urbanisme

5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure groupée de modification simplifiée donnant lieu à la saisine sont concernés par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

l'article L. 515-12 du code de l'environnement			
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure groupée de modification simplifiée donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Biens identifiés pour un changement de destination situés en abords de MH
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?

☐ Oui

☒ Non

Si oui, précisez :

6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).

7. Autres procédures consultatives
7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées
Juin 2025
7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)
7.3 Procédure de participation du public envisagée
- enquête publique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
- participation du public par voie électronique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
- autre, préciser les modalités
Mise à disposition du dossier au public

8. Annexes	
8.1 Annexes obligatoires	
1 Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2 Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (rubrique 2.5).	<input checked="" type="checkbox"/>
3 L'auto-évaluation (rubrique 6)	<input checked="" type="checkbox"/>
4 Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input checked="" type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent :
Arrêté prescrivant la procédure de modification simplifiée

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus

Fait à	VICHY	le,	14/03/2025
Nom :	CUISSET	Prénom :	Elisabeth
Qualité	Vice-Présidente déléguée à l'Aménagement, l'habitat, l'urbanisme, le projet d'agglomération et les politiques contractuelles		

Signature

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'Elisabeth Cuisset', is written over a light blue rectangular background. The signature is fluid and cursive, with a large loop at the top and a long, sweeping underline.